

La Bretagne boude son granit et préfère importer

La filière tente de convaincre les collectivités d'utiliser le granit breton en raison de sa qualité et du circuit court. Quitte à prêcher parfois dans le désert : 31 des 277 communes bretonnes ont dit oui.

Enquête

Des pavés de granit portugais ou espagnols posés dans la rue Nationale de Pontivy (Morbihan) ou place de la République à Guingamp (Côtes-d'Armor) alors que Genève (Suisse) signe sans barguiner pour du granit de Lanhélin (Ille-et-Vilaine)...

À l'heure où le monde de l'entreprise breton veut s'engager dans la relocalisation d'une partie de ses achats, le symbole a du mal à passer auprès des granitiers de Bretagne, première région productrice en France (33 000 m³ extraits en 2019) avec le Tarn.

Et pourtant, la filière (600 salariés, 30 carrières, 16 ateliers de façonnage) n'a pas attendu que la France redécouvre les bienfaits de la relocalisation et du circuit court.

« La camelote ibérique moins chère que le granit breton »

Dès 2017, face à une âpre concurrence chinoise, cette filière bretonne s'est organisée pour décrocher une indication géographique *Granit de Bretagne*. Celle-ci permet de garantir la traçabilité des 17 granits bretons aux noms évocateurs : Bleu de Lanhélin, Nuit celtique de Huelgoat, Roux de Megrit ou Jaune aurore de Bignan...

Depuis 2019, un Plan granitier breton, soutenu financièrement par la Région Bretagne, vise même à convaincre les collectivités de mentionner explicitement leur préférence pour cette pierre dans leurs appels d'offres, sans être en délicatesse avec la loi qui interdit tout localisme.

« Les entreprises qui répondent aux appels d'offres ont tout intérêt à aller chercher de la camelote ibérique moins chère que le granit breton », indique Christian Corlay, chargé de prescription pour l'association IG Granit de Bretagne. Mais les élus peuvent peser. Si une Ville veut choisir un matériau local, elle peut se donner les moyens : séparer les marchés de fourniture et de pose et stipuler, dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), qu'elle veut du granit de Louvigné-du-Désert, par exemple, ou équivalent technique et esthétique. »



Selon l'association IG Granit de Bretagne, seulement une trentaine des 277 communes bretonnes ont dit oui au granit de Bretagne Ici, la pose d'un dallage en granit de Louvigné-du-Désert (Ille-et-Vilaine).

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

Ce salarié de l'association, recruté pour sensibiliser les communes bretonnes, note « des frémissements et une attention des élus plus grande sur l'origine du granit ». Mais, confie le président d'IG Granit de Bretagne, Matthieu Goudal, la filière a « assez souvent de mauvaises surprises » avec des villes bretonnes qui « font venir du granit de l'étranger, à plusieurs milliers de kilomètres, alors qu'elles en ont juste sous leurs pieds. Il y a parfois un très grand fossé entre les discours politiques concernant la relocalisation et les actes ».

La main d'œuvre, un tiers du coût de production

Qu'on en juge : 75 % des produits de voirie posés en France viennent aujourd'hui d'Inde, du Portugal ou de l'Espagne, ces deux pays ayant largement supplanté les importations chinoises de produits finis en granit, tombées de 22 000 tonnes (2019) à 4 000 tonnes (2021).

Pire, depuis trois ans, selon une lis-

te « non exhaustive » de l'association IG Granit de Bretagne, seulement 31 des 277 communes bretonnes (dont Rennes) auraient choisi le granit de la région pour leurs aménagements. Car son coût est dissuasif. Il est 30 % plus cher que l'espagnol ou le portugais, en raison notamment du prix de la main-d'œuvre (deux fois plus élevé en France qu'au Portugal) qui représente un tiers du coût de production du granit breton. « Cela se joue là-dessus », reconnaît Christian Corlay. C'est compliqué de lutter avec les pays européens. Ils ont des produits moins chers que les nôtres. »

Laetitia JACQ-GALDEANO.

À Pontivy, « 6 300 heures de travail perdues » pour les granitiers

Pour refaire son artère principale, la rue Nationale (un million d'euros), la Ville de Pontivy (Morbihan) a préféré utiliser deux kilomètres de pavés portugais. « Incompréhension » des granitiers bretons qui avaient établi un devis. « Pontivy, c'est une erreur écologique, un mauvais coup porté à la filière, lâche Christian Corlay, chargé de mission pour l'association IG Granit de Bretagne. Ce sont 6 300 heures de travail perdues pour les Compagnons du granit breton, l'équivalent d'un manque à gagner de trois mois pour une entreprise de quinze personnes. »

Pontivy, qui indique avoir investi dans des bancs et des socles de fontaine en granit breton, assume son choix. « Un crève-cœur, assure Alexandra Le Ny, adjointe chargée des travaux. 30 % de plus sur un mil-



Les premiers pavés ont été posés en septembre, dans la rue Nationale à Pontivy avançant.

PHOTO : OUEST-FRANCE

lion, je vous laisse faire le compte... Il y a le coût et il y a les délais. Peu d'entreprises étaient capables de nous fournir à temps (trois mois). Et chaque fois que l'on retarde un chantier, ce sont des coûts supplémentaires. »

Les granitiers bretons incapables de fournir les communes dans les délais ? « Un argument fallacieux, juge Christian Corlay. Pour un gros chantier, les entreprises bretonnes savent se grouper. »

« C'est aux granitiers de trouver des solutions »

La mésaventure de Guingamp (Côtes-d'Armor) apporte de l'eau à son moulin. En mars, la commune a dû arrêter son chantier de la place de la République (1,2 million d'euros) dans l'attente des pavés espagnols qu'elle avait choisis. « On ne peut pas être dogmatique », tranche Philippe Le Goff, maire de Guingamp. Les granitiers sont devenus très lobbyistes. Quand on passe des marchés, on doit tenir compte du facteur prix, du facteur localiste, du facteur RSE

(responsabilité sociétale des entreprises). Il faut avoir le courage politique d'assumer une certaine prise de décision. Gérer les deniers publics, c'est mettre en concurrence. Parfois le granit breton est très, très éloigné des prix ; parfois, il ne l'est pas. C'est aussi aux granitiers de trouver des solutions. »

Selon Philippe Le Goff, la municipalité de Guingamp, qui « est à 80 % d'achats locaux », ne rechigne jamais à jouer « le mandataire starter pour les entreprises locales qui se lancent ». Encore faut-il « qu'elles ne soient pas décorées des réalités économiques ». D'ailleurs, pour refaire la place du Rustang, en septembre, Guingamp a choisi du granit breton en séparant les marchés de la pose et de la pierre.

L. J.-G.

La Bretagne en bref

Coups mortels à Questembert : 8 et 10 ans de prison

La cour d'assises du Morbihan a condamné, mardi, deux hommes, âgés de 22 et 23 ans, à respectivement dix et huit années de réclusion criminelle. Au terme de quatre jours de procès, ils ont été reconnus coupables de violences en réunion ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Le 20 octobre 2018, à Questembert (Morbihan), ils avaient frappé à mort un homme, âgé de 28 ans, à coups

de poing et de skateboard. Le plus âgé, Sullivan Tremblay, qui s'était emparé du skateboard, a écopé de la peine la moins lourde. Dès le départ, il avait reconnu, assumé et regretté les faits.

Le plus jeune, Louis Prodhomme, dont le parcours judiciaire, est marqué par des épisodes très violents, avait, lui, mis beaucoup plus de temps à reconnaître sa participation.

Jeux olympiques 2024 : les festivals bretons inquiets

Mardi, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé le dispositif de sécurité des prochains Jeux olympiques organisés à Paris, du 26 juillet au 11 août 2024. Une moyenne de 30 000 policiers et gendarmes sera mobilisée par jour. Il a également annoncé que des événements culturels, sportifs seraient « annulés ou reportés » à cette période.

À Carhaix, le festival des Vieilles Charrues se déroule le 3^e week-end de juillet. Pour son président, Jérôme Tréhorrel, « vouloir sacrifier les festivals, c'est hallucinant. Pour 2024, c'est impossible de décaler les

Vieilles Charrues. Elles sont inscrites dans un planning d'organisation de festivals et nous avons des engagements avec des prestataires. »

Idem pour Denis Le Mentec, président du Festival interceltique qui a lieu début août : « La sous-préfecture de Lorient nous a alertés qu'une directive nationale prévoyait qu'aucun festival ne pourrait se tenir entre le 8 juillet et le 30 août 2024. Mais il serait possible d'obtenir une dérogation. On va se rapprocher de la Direction régionale des affaires culturelles pour avoir des précisions sur ces dérogations. »

D'après l'autopsie, le jeune pêcheur se serait noyé

Porté disparu depuis le 16 octobre, alors qu'il était parti pêcher à pied, le corps d'Erwan Martin, âgé de 20 ans, avait été retrouvé à Plougasnou (Finistère), lundi. Une autopsie a été pratiquée. Le procureur de la République

de Brest, Camille Miansoni, a indiqué, hier, que « l'autopsie (...) n'a pas révélé d'éléments à faire suspecter l'intervention d'un tiers dans la survenue du décès. L'hypothèse d'un décès par noyade paraît étayée. »

Plus de 400 bateaux d'occasion au salon Mille Sabords

Le salon du bateau d'occasion Mille Sabords se déroulera au port du Crouesty à Arzon (Morbihan), du 29 octobre au 1^{er} novembre. Quelque 180 professionnels seront présents avec des stands. « On devrait avoir autour de 300 bateaux chez les professionnels et une bonne centaine côté particuliers », note Sylvie Desmots, coordinatrice du salon.

L'édition 2022 sur le thème « Océans et aventures humaines » sera présentée par Yann Quenet, navigateur aventurier de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Les trois jeunes partis sur le projet « Ecovoyage d'Arvik » animeront un ciné-débat. « On aura aussi des associations, des apnéistes nettoyeurs en démonstration, les traditionnelles puces nautiques, la journée « sécurité » du lundi avec des



Environ 70 000 visiteurs sont attendus, au port du Crouesty, à Arzon.

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

démonstrations (hélicoptère...). »

Du 29 octobre au 1^{er} novembre, de 9 h 30 à 18 h 30, au port du Crouesty, à Arzon (Morbihan). Entrée gratuite.

Des dealers avaient été enlevés et frappés

Suspectés d'être les auteurs de cette expédition punitive à Vannes, cinq Tchétchènes ont été arrêtés à Tours et placés en détention.

Des hommes, lourdement armés qui viennent enlever, en pleine rue et en pleine journée, deux jeunes revendeurs de drogue : c'est la scène, digne d'un film policier, qui s'est déroulée, le 29 juillet 2021, dans le quartier de Kercado, à Vannes (Morbihan).

Sous la menace de *kalachnikov*, les dealers du jour, âgés d'une vingtaine d'années, avaient été embarqués de force dans le coffre d'une voiture. Ligotés et conduits dans un coin tranquille d'Arradon, ils avaient été violemment passés à tabac ; leurs agresseurs ayant même tenté de couper le doigt de l'un d'eux.

En juin 2022, au terme d'un peu plus de dix mois d'enquête, cinq ressortissants russes, originaires de Tchétchénie, soupçonnés d'avoir mené cette expédition punitive, ont été interpellés et placés en détention provisoire, vient de révéler *La Nouvelle République*.

Point de deal « sécurisé » par des mercenaires

Installés à Tours et à Joué-lès-Tours, en Indre-et-Loire, ils sont mis en examen pour enlèvement, séquestration, violences aggravées, détention d'armes et participation à une association de malfaiteurs en vue de commettre un crime. Un gilet pare-balles, des cagoules, des gants et des pistolets automatiques ont notamment été retrouvés.



Policiers et gendarmes étaient intervenus à Vannes, fin juillet 2021, dans un hôtel où les auteurs de l'expédition punitive avaient été signalés.

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

D'après l'enquête, ces hommes, recrutés et payés à la journée, auraient été appelés par des chefs de réseau pour « sécuriser » le principal point de deal de Vannes, que d'autres auraient tenté de reprendre, après la condamnation et l'incarcération des frères Blanchédent, pionniers et piliers du trafic dans le quartier.

Inédite, l'action coup de poing de ces « mercenaires » a, de fait, mis un terme à une escalade d'intimidations et de violences dans le petit monde des stups à Vannes. Une ville où, malgré l'action de la police et la fermeté de la justice locales, le trafic reste endémique. Il générerait entre 12 et 15 millions d'euros chaque année, dont la moitié dans le seul quartier de Kercado.

Nicolas EMERIAU.

Scarabée Biocoop placé en redressement

La société coopérative qui emploie 204 salariés possède treize magasins bio et deux restaurants, à Rennes et dans sa métropole.

La société coopérative Scarabée Biocoop a été placée en redressement judiciaire, hier, par le tribunal de commerce de Rennes. Elle possède 13 magasins bio à Rennes, Saint-Grégoire, Cesson-Sévigné, Bruz et Vern-sur-Seiche, ainsi que deux restaurants Piquet Prune. Elle emploie 204 salariés.

Depuis l'été 2021, la société coopérative s'inquiétait d'une baisse significative de fréquentation de ses magasins et restaurants. Une désaffection observée par l'ensemble des acteurs du vrac et du bio. En juin dernier, Scarabée Biocoop avait mis en place un plan de sauvegarde de l'emploi visant une trentaine de salariés.

« Demander ce redressement, c'est nous permettre de reprendre notre souffle et de travailler sereinement, accompagnés par le tribunal de commerce, un mandataire, à l'élaboration d'un plan de sauvegarde de l'entreprise », confirme Isabelle Baur, présidente du directoire de Scarabée.



Scarabée Biocoop a ouvert un nouveau magasin dans le quartier du Blosson à Rennes en avril 2021.

PHOTO : OUEST-FRANCE

La procédure de redressement prévoit une période d'observation, puis la présentation d'un plan de remboursement des dettes. Un plan qui peut s'étaler sur plusieurs années. « Tous nos producteurs ont été payés. Cette procédure va permettre à la coopérative de sortir le plus vite possible de cette situation », assure-t-elle. Avant d'appeler « les gens à rejoindre nos magasins » pour soutenir la société et l'aider à repartir.

Chômage : la tendance est à la hausse

243 300 demandeurs d'emploi (+0,9 %), dont 120 780 sans aucune activité (+2,6 %), ont été recensés au troisième trimestre en Bretagne.

C'est une première depuis deux ans. Entre juillet à septembre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en Bretagne. C'est ce que révèlent les derniers chiffres présentés par Pôle emploi.

Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en hausse de 2,6 %. Ils sont désormais 120 780 demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité, soit 3 060 personnes de plus qu'il y a trois mois. Sur un an, le nombre de chômeurs de cette catégorie diminue tout de même de 10,6 %, par rapport à l'été 2021.

En ajoutant les catégories B (78 heures travaillées maximum par mois) et C (plus de 78 heures travaillées), 243 300 Bretons sont en

recherche d'emploi dans la région (+0,9 % sur le trimestre, soit 2 230 personnes supplémentaires).

C'est en Ille-et-Vilaine (+3,8 %) que le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente le plus ces trois derniers mois. Devant les Côtes-d'Armor (+2,2 %) et le Finistère et le Morbihan (+2 %).

Le taux de chômage (part des demandeurs d'emploi dans la population active), descendu fin 2021 à 5,8 %, son plus bas niveau depuis 2008, est légèrement remonté à 5,9 % en Bretagne, au deuxième trimestre 2022. Ce taux de chômage breton reste le plus bas en France (7,4 % en moyenne au niveau national).

Hugo HUAUMÉ.

32 109 En deux semaines, entre le 11 et le 25 octobre, la Bretagne a enregistré 32 109 nouveaux cas de Covid-19. Le

taux d'incidence s'élève désormais à 469 cas pour 100 000 habitants, en très légère baisse de 10 points par rapport au chiffre d'il y a quinze jours. Le département le plus touché est l'Ille-et-Vilaine (11 422 cas) suivi du Finistère (8 135), le Morbihan (7 030) et les Côtes-d'Armor (5 522). Du côté des établissements de santé bretons, le nombre de patients pris en charge augmente avec 359 hospitalisations pour motif de Covid (+49 cas depuis le 11 octobre) dont 26 en réanimation (+15 en deux semaines).